

**« Notre diversité créatrice », Commission dite Perez de Cuellar, UNESCO
(1996/97)**

Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement

La Commission mondiale de la culture et du développement espérait que Notre diversité créatrice stimulerait les débats et déclencherait de nouvelles initiatives. Ce souhait a été largement satisfait. Les questions soulevées par la Commission ont véritablement été placées sur la scène internationale. Cette synthèse thématique vise à relier les différents thèmes à la myriade des activités de l'UNESCO.

La thèse avancée dans l'introduction de Notre diversité créatrice est que le développement suppose non seulement l'accès aux biens et services mais aussi la possibilité de choisir comment vivre sa propre vie avec les autres de manière pleine et satisfaisante pour tous, encourageant ainsi l'épanouissement de l'existence humaine sous toutes ses formes et dans sa globalité.

Même les biens et les services sur lesquels insiste la conception traditionnelle la plus étroite n'ont de prix à nos yeux que parce qu'ils accroissent notre liberté de vivre en accord avec les valeurs qui sont les nôtres. Par conséquent, si importante que soit sa fonction d'instrument du développement (ou d'obstacle à ce développement), la culture ne peut être réduite au rang de simple catalyseur de la croissance économique (ou de frein à cette croissance). Son rôle ne se limite pas à servir telle ou telle fin - même si dans une optique plus étroite elle joue effectivement ce rôle - car elle est le substrat social des fins elles-mêmes. En effet, le développement et l'économie participent de la culture d'un peuple.

Il existe dans la diversité des cultures une unité sous-jacente. Cette unité peut-elle être articulée dans le cadre d'une éthique universelle ? (chapitre 1). L'impulsion morale qui pousse à alléger les souffrances ou à en supprimer les causes chaque fois que possible est un exemple d'un tel impératif universel. L'une des tendances récentes les plus encourageantes a été la définition de normes relatives aux droits de l'homme dans les relations internationales. La démocratie et la protection des minorités sont d'importants éléments de cette éthique universelle, en même temps que des conditions indispensables au bon fonctionnement des institutions, à la stabilité sociale et à la paix. Dans un monde où 10 000 sociétés se partagent le territoire de quelque 200 Etats, la protection et la promotion des droits des minorités est une préoccupation majeure, même si les minorités ne doivent pas exercer leurs droits au détriment de la majorité. On ne peut permettre non plus que des tyrans parlant haut et fort et prétendant s'exprimer au nom de minorités soient considérés comme la voix de leur peuple. La voix de la Démocratie doit être beaucoup plus entendue dans les instances internationales qu'elle ne l'a été jusqu'à présent. La volonté de résoudre les conflits au moyen d'un règlement pacifique et de négociations équitables, et d'assurer l'équité entre les générations et entre les membres d'une même génération, sont d'autres principes importants de cette éthique universelle.

Le rapport a considéré comme essentiel un engagement vis à vis du pluralisme (chapitre 2). L'enseignement qui se dégage du débat sur cette question est le suivant : le pluralisme culturel est un trait omniprésent et permanent des sociétés et que l'identification à un groupe ethnique est une réponse normale et saine aux pressions de la mondialisation. L'ethnicité ne sert de détonateur à des conflits violents que lorsqu' "elle est mobilisée et manipulée à cette fin. Les tentatives visant à consolider la nation ? par l'homogénéisation de tous les groupes ne sont ni souhaitables, ni réalisables. Le moyen de s'accommoder le plus durablement possible de la diversité ethnique est d'inspirer aux citoyens le sentiment d'appartenir à une même nation définie comme une communauté civique fondée sur des valeurs dans lesquelles toutes les composantes ethniques de la société peuvent se reconnaître. Cependant, comment parvenir à un tel sentiment d'appartenance commune débarrassé de toute connotation ethnique ?

Le pluralisme n'est qu'un vain mot si les personnes concernées ne sont pas capables de prendre des initiatives démocratiques dans un climat favorisant la créativité et la pleine participation (chapitre 3). Dans notre " monde infini de questionnement et de doute ", l'imagination créative et l'initiative des individus, des communautés et des sociétés sont d'autant plus nécessaires. Par quelles voies la créativité doit-elle être encouragée aujourd'hui, pas seulement dans le domaine des arts, mais aussi dans celui de la science, de la technologie, et dans la théorie et la pratique de la gouvernance ?

Les membres d'une société doivent pouvoir communiquer avec ceux d'autres sociétés. C'est l'un des défis majeurs d'un monde où les médias abondent (chapitre 4). Pouvons-nous faire des nouvelles technologies un moyen pour assurer un échange démocratique et pour lutter contre la pauvreté ? Cela suppose l'existence d'un marché concurrentiel et un juste équilibre entre efficacité et équité, entre préoccupations mondiales et préoccupations locales. La Commission propose que soit étudiée la possibilité de créer de nouveaux médias internationaux de service public, et que soit poursuivie une recherche sur des standards communs de décence au regard de la violence et de la pornographie dans les médias.

Le débat sur la culture et les femmes (chapitre 5) est complexe. Les droits et les besoins des femmes et l'interdépendance des hommes et des femmes sont des facteurs importants dans la redéfinition de leur identité et de leurs rôles dans la société. Quels principes devraient être instaurés pour permettre d'éviter le double piège de l'ethnocentrisme et de l'eurocentrisme d'une part, et du relativisme éthique d'autre part, qui dénie aux femmes leurs droits au nom de la " culture ".

Ce débat conduit à la nécessité d'être attentif aux droits et aux devoirs des enfants et des jeunes (chapitre 6). Aucune génération n'a jamais été aussi nombreuse et aussi jeune. Le nombre toujours plus grand d'enfants et de jeunes et le fait qu'ils n'ont pas accès au pouvoir nous obligent à les protéger de l'exploitation et de la négligence, à les éduquer et à les soigner. Cette obligation est l'investissement le plus important que nous puissions faire pour l'avenir. Comment pouvons-nous relever ce défi ?

La rapidité du changement présente de nouveaux défis, les sociétés devant faire le meilleur usage possible du patrimoine culturel dans leur développement (chapitre 7). Nombre de

monuments et de sites historiques, de collections de musée, ainsi que des richesses immatérielles telles que le folklore et les langues, sont détruits ou condamnés à décliner. De plus, les définitions du patrimoine culturel sont encore trop étroites. La Commission a observé que tous les peuples, dans toutes les sociétés ont besoin d'identifier et d'évaluer leur patrimoine en fonction de leurs propres critères et des usages qu'ils souhaitent en faire. Aussi, elle a examiné plusieurs possibilités grâce auxquelles son exploitation pourrait être élargie et plus efficacement gérée.

Jusqu'à présent, les relations entre l'espèce humaine et l'environnement naturel ont surtout été considérées d'un point de vue biophysique ; mais on prend aujourd'hui de plus en plus conscience que les sociétés ont, de tout temps, cherché les moyens de protéger et de gérer leurs ressources. Comment tenir compte des moyens inspirés par des valeurs culturelles pour faire en sorte que le développement durable devienne une réalité ? Afin de répondre à cette question, nous devons accorder plus d'attention aux interactions entre culture et développement (chapitre 8).

La prise en compte de ces considérations a conduit la Commission à recommander de repenser les politiques culturelles (chapitre 9). Elle a lourdement insisté sur la nécessité d'élargir le concept de politique culturelle au-delà de son centre d'intérêt étroit pour les arts, et a suggéré une nouvelle manière de le penser. Comment les pays peuvent-ils définir des politiques culturelles visant à encourager un pluralisme véritablement constructif dans lequel la diversité devient une source de créativité ? Comment parvenir à convaincre les hommes politiques du fait que financer des formes et des moyens d'expression artistiques nouveaux, naissants, expérimentaux, ce n'est pas subventionner la consommation, mais investir dans le développement humain ?

Enfin, en ce qui concerne les besoins de la recherche (chapitre 10), la Commission a préconisé un agenda concentré sur l'intégration, jusqu'ici largement négligée, de la culture, du développement, et des formes d'organisation politique. La question située au cœur du processus de développement est celle-ci : quelles politiques pour un développement humain et durable, respectueuses du pluralisme culturel ?

Si une idée-clé devait être choisie dans les dix chapitres qui précèdent, ce serait l'idée contenue dans les deux phrases d'introduction de la synthèse du Rapport :

" Séparé de son contexte humain et culturel, le développement n'est guère qu'une croissance sans âme. Le développement économique, pleinement réalisé, fait partie intégrante de la culture d'un peuple. "

Ces postulats rompent avec la conception plus classique selon laquelle la culture favorise ou entrave le progrès économique, d'où les appels à " prendre en compte la dimension culturelle dans le développement ". A la différence de l'environnement physique, où nul ne songerait à améliorer l'œuvre de la nature, la culture est pour nous une source de progrès et de créativité. Dès lors que l'on cesse d'attribuer à la culture un rôle purement instrumental pour lui reconnaître un rôle constructif, constitutif et créatif, il apparaît clairement que le progrès culturel est une dimension du développement.



Ainsi que l'a affirmé la Commission, le Rapport "cherche à offrir aux générations présentes et futures les outils qui leur permettront de relever ce défi, d'enrichir leurs connaissances, de découvrir le monde dans toute son imposante diversité et de faire en sorte que chacun mène une vie décente, empreinte de dignité et de mesure, sans rien perdre de son identité et de son sens de la solidarité ni trahir son héritage culturel ".

Plutôt que de formuler des réponses le rapport a tenté de poser les bonnes questions, de manière à enrichir le débat. Citant Ilya Prigogine qui observait que " le XXe siècle a transformé le monde fini des certitudes qu'était devenue notre planète tout entière en un monde infini d'interrogations et de doutes ", le rapport reconnaît qu'il existe de l'incertitude.

Dans cet esprit, la Commission a élaboré un Agenda international, qui inclut dix initiatives visant à mobiliser les énergies et à encourager l'engagement de tous. L'idée était que ces actions pourraient intensifier et approfondir le débat et l'analyse sur la culture et le développement, et encourager l'émergence d'un consensus international sur le maximum de questions -clés. La Commission a souhaité que ces actions aboutissent à terme à un sommet mondial sur la culture et le développement, promouvant la participation démocratique la plus large pour tous - en particulier les femmes et les jeunes - à tous les niveaux, du local à l'international et au mondial où elle a jusqu'ici été négligée, en passant par le provincial et le national.

Source : UNESCO, « Notre diversité créatrice » http://portal.unesco.org/culture/fr/ev.php-URL_ID=22431&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Lien Internet vers le texte : http://upo.unesco.org/details.aspx?Code_Livre=1321